

Le repli des cours de pétrole et son impact sur les pays exportateurs et importateurs de pétrole

Meghari Karima¹

Résumé :

Depuis le début de l'été, Les cours du pétrole ont chuté et tous les acteurs en subissent les effets : producteurs, exportateurs, États et consommateurs.

Dans cette recherche, nous examinons la dynamique actuelle et future du marché du pétrole, les répercussions pour les différents groupes de pays, et les ripostes que peuvent envisager les pays pour gérer l'impact sur leur économie.

Mots clés : chute de pétrole, pays consommateurs, pays producteurs, le prix d'équilibre budgétaire.

Introduction :

Connu depuis l'Antiquité, le pétrole n a commencé à jouer un rôle important qu' à la fin du XIX^e siècle pour s'affirmer au cours du XX^e siècle .

La production pétrolière est exprimée en tonnes ou barils : une tonne équivalent à 7,33 barils de 159 litres .Deux unités permettent de connaître la quantité produite par un gisement : le baril par jour ou la tonne par an ; un baril par jour correspond à 49,8 tonnes par an.

¹ Maître de conférences B au Département de la cellule LMD, Université M'hamed Bougara – Boumerdes- ALGERIE

Tout d'abord, le pétrole est une énergie essentielle pour le développement industriel. Il s'agit d'un produit non substituable (plus particulièrement les carburants) et épuisable, sur lequel repose la croissance économique de toutes les grandes puissances économiques du vingtième siècle.

le pétrole génère des rentes considérables pour les acteurs impliqués, grâce à un écart particulièrement important entre les prix de vente et les coûts de production. La plus grande part de sa production donne lieu aussi à des échanges internationaux. Enfin, le pétrole est une matière première éminemment politique inégalement réparti sur la planète, il est souvent présent dans les accords stratégiques des grandes puissances.

Ces caractéristiques fondamentales se sont traduites depuis plus d'un siècle par des dépendances et des vulnérabilités prononcées sur le marché pétrolier. Ces dernières touchent aussi bien les pays consommateurs que les pays producteurs.

La crise de 1973 a durablement marqué les esprits mais c'est à tort que l'on a cru à une rupture structurelle majeure. La prise du pouvoir de l'OPEP a donné l'illusion que le rapport de force entre les pays producteurs et les pays consommateurs allait s'inverser ; cette illusion est le fait que la flambée du prix de l'énergie s'est accompagnée d'une hausse des matières premières alimentaires et minérales.

Toutefois, les producteurs et les consommateurs cherchent à mettre en place un partage équitable de la rente qui se traduirait par la fixation d'un juste prix du pétrole

satisfaisant pour les uns et pour les autres. Les années qui ont suivi le contre choc de 1986 semblait témoigner d'un effort dans cette voie mais l'effondrement des prix en 1998 a remis en cause cette solution.

De ce fait, un autre facteur imprévisible joue un rôle essentiel : les crises et bouleversements politiques qui poussent brutalement les prix du pétrole dans le sens de la hausse ou de la baisse.

Le pétrole devrait rester une matière première stratégique vitale pour les pays producteurs, comme pour les pays consommateurs. Selon l'agence internationale de l'Energie, la demande mondiale de combustibles liquides devrait augmenter de 50% d'ici 2020. L'ère du pétrole est loin d'être close.

Cette demande croissante restera essentiellement satisfaite par le Moyen-Orient, terre d'instabilité politique.

Il y'a donc fort à penser que les vingt-cinq années à venir, les prix du pétrole connaîtront fatalement de violents mouvements à la hausse ou à la baisse...

Or, Les conséquences de la chute des cours seront nécessairement différentes d'un pays à l'autre, mais certains points communs se dégagent : les pays importateurs (consommateurs), parmi les pays avancés et surtout parmi les pays émergents, devraient profiter d'une augmentation du revenu des ménages, d'une réduction des coûts de production et d'une amélioration de leur situation extérieure. Les pays exportateurs (producteurs) engrangeront moins de recettes : leurs budgets et leurs soldes extérieurs seront mis à mal.

Les risques pour la stabilité financière se sont accentués mais restent maîtrisés. Les tensions sur les monnaies se sont pour l'instant limitées à un petit nombre de pays producteurs, dont la Russie, le Nigéria et le Venezuela. Compte tenu des liens financiers qui sillonnent la planète, cette situation appelle une vigilance accrue et systématique.

Les pays producteurs de pétrole préféreront procéder à un ajustement graduel, en évitant toute contraction brutale des crédits budgétaires. Les pays qui n'ont ni fonds d'épargne ni règles budgétaires solides, risquent cependant de subir de fortes pressions sur le plan du budget et du taux de change. Si la politique monétaire appropriée n'est pas mise en place, cela peut attiser l'inflation et accélérer la dépréciation.

La chute des cours du pétrole offre à de nombreux pays l'occasion de réduire les subventions énergétiques et d'utiliser les montants ainsi épargnés pour financer des transferts mieux ciblés, et à certains la possibilité de durcir la fiscalité énergétique en réduisant par ailleurs d'autres impôts.

C'est pourquoi plusieurs questions demeurent soulevées. Quelles sont les conséquences de la chute des prix sur les pays producteurs et consommateurs du pétrole ? L'impact de cette chute varie-t-il selon les pays producteurs ?

Nous proposons tout au long de cet article à dégager une tendance globale pour expliquer les déficits de croissance des économies des pays (exportateurs et producteurs) nets de pétrole. Ces économies ont chacune diverses spécificités et caractéristiques politiques, économiques et sociales. Ainsi l'objectif de ce travail de recherche est d'établir un diagnostic et de dégager quelques éléments de base qui

caractérisent le développement et la croissance d'une économie pétrolière.

1. Généralité sur le pétrole

1.1. Définition étymologique du terme « pétrole² »

Le terme « pétrole » vient du mot latin « Petraoleum » qui se décompose en deux parties, pétra : « pierre » et Oleum : « Huile » dont la signification est « huile minérale » ou « huile de pierre ». Le pétrole qui est une source d'énergie non renouvelable accumulée en gisements est issue de la décomposition de matières organiques végétales et animales.

La naissance de l'industrie pétrolière est associée au nom d'Ewin Drake qui a été le premier à produire du pétrole en forant un puits en Pennsylvanie en 1859.

Depuis sa découverte, la ruée vers l'or noir n' a cessé d'arrêter dans différents régions du monde telles que les Etats-Unis, la Russie et le Moyen-Orient.

1.2. La classification des réserves de pétrole

Les réserves de pétrole qui existent au sein d'un gisement donné sont représentées par le solde entre les quantités de pétrole découvertes dans ce gisement avant l'extraction et celles extraites.

² Durousset Maurice, « Le marché du pétrole », Ellipses Editions Marketing, Paris, 1999 ,p.8.

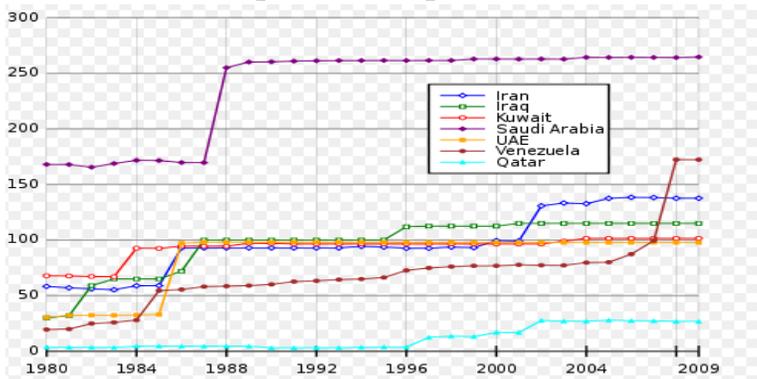
Il existe deux grandes de réserves de pétrole brut à savoir : les réserves prouvées et les réserves potentielles :

- **Les réserves prouvées**

Ces réserves sont présentées par les quantités de pétrole que les informations géologiques et techniques permettent d'estimer avec une certitude raisonnable comme étant susceptibles d'être produites à partir de réservoirs connus dans les conditions technologiques et économiques du moment³.

Plus de 80 pour cent des réserves mondiales prouvées sont localisées dans les pays de l'OPEP, et plus de la moitié dans quatre d'entre eux. Ces réserves garantissent 80ans de production, au rythme actuel et d'extraction, contre 20 dans les zones hors OPEP⁴.

Réserves prouvées de pétrole en 2009



BP Statistical Review of World Energy, juin 2014

- **Les réserves potentielles**

Les réserves potentielles sont des réserves qui ne sont pas encore découvertes mais dont les études géologiques laissent supposer l'existence. On

³ Jacquet (P) et Nicolas (F), « Pétrole : Crises, marchés, Politiques » Ed Dunod, 1991, P19

⁴ Riffart (C), « Cartel et régulation énergétique mondiale » Dossier : Monde, Economie, Capitalisme, Energies, février 2001, P76.

distingue selon la probabilité d'existence les catégories suivantes⁵ :

- Les réserves probables, qui sont les réserves ayant 50 pour cent de chance d'exister ;
- Les réserves possibles, qui sont les réserves ayant 5 et 10 pour cent de chance d'exister.

2. Les pays producteurs et consommateurs de pétrole

2.1. Les pays producteurs de pétrole

2.1.1. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)

L'OPEP est une organisation intergouvernementale (un cartel) de pays visant à négocier avec les sociétés pétrolières pour tout ce qui touche à la production de pétrole, son prix et les futurs droits de concessions. Actuellement, le secrétaire général de l'OPEP est Abdallah Salem el-Badri⁶.

L'OPEP est créée le 14 septembre 1960, lors de la Conférence de Bagdad, principalement à l'initiative du Shah d'Iran et du Venezuela en la personne de Juan Pablo Pérez Alfonso qui mena, dans le cadre de ses fonctions de ministre vénézuélien des Mines, des actions visant la création d'une organisation internationale des pays producteurs de pétrole pour pallier la baisse du prix du baril (moins de 5 dollars américains à l'époque). À l'origine, seuls cinq pays en étaient membres : l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït et le Venezuela.

⁶ « L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) », La Documentation française (consulté le 13 Février 2015).

Ils furent rejoints par d'autres pays producteurs: le Qatar (en 1961), l'Indonésie (en 1962, qui se retire en 2008), la Libye (en 1962), Abou Dhabi (en 1967 - qui avec six de ses voisins formera les Émirats arabes unis en 1971), l'Algérie (en 1969), le Nigeria (en 1971), l'Équateur en 1973, qui se retire en 1992 et y revient en 2007, le Gabon (en 1975, qui se retire en 1996), l'Angola (en 2007).

Pendant les cinq premières années de son existence, son siège est situé à Genève, en Suisse. Il est déplacé le 1^{er} septembre 1965 à Vienne en Autriche.

Le 12 mai 2006, lors d'un sommet Union européenne-Amérique latine, le président de la Bolivie, Evo Morales a déclaré à des journalistes vouloir que la Bolivie fasse partie de l'OPEP. Néanmoins, le pays n'est qu'un producteur mineur de pétrole. Le jour précédent, l'OPEP s'est engagé à prêter à un taux d'intérêt réduit 10 millions de dollars américains sur 20 ans à la Bolivie, pour aider ses universités publiques.

Fin novembre 2006, il a été annoncé qu' au terme de longues négociations, deux nouveaux pays ont accepté de se joindre l'OPEP. L'Angola (deuxième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne après le Nigeria avec 1,4 million de barils par jour, et 2 millions de barils à la fin de 2007) est devenu le douzième membre de l'OPEP au 1^{er} janvier 2007. Il sera suivi par l'Équateur, qui revient dans l'organisation. Ensemble, ils contribueront à la production de l'OPEP à hauteur d'environ 2,5 millions de barils par jour.

2.1.1.2. Le Fonctionnement de l'OPEP⁷

⁷ <http://fr.wikipedia.org/wiki/organisation> des pays exportateurs du pétrole/ (consulté le 18 février 2015).

L'OPEP cherche à réguler la production et le prix par un effort coordonné de ses pays membres, notamment en instaurant un système de quotas de production. Les membres constituent donc un cartel de producteurs. Ils se mettent d'accord sur la quantité de pétrole exporté, ce qui influence le prix du marché. En 2005, ses États membres possèdent 78,4 % des réserves estimées de pétrole et fournissent 43 % de la production mondiale de pétrole brut.

Les transactions de pétrole se faisant en dollars américains, le changement de la valeur du dollar par rapport aux monnaies des pays producteurs affecte les décisions de l'OPEP quant à la quantité à produire. Par exemple, lorsque le dollar baisse par rapport aux autres monnaies, les États de l'OPEP voient leurs revenus diminués pour les achats effectués dans d'autres monnaies, ce qui réduit leur pouvoir d'achat puisqu'ils continuent à vendre leur pétrole en dollars.

Les décisions de l'OPEP ont une certaine influence sur le cours mondial du pétrole. L'exemple est la Crise pétrolière de 1973 lors de la Guerre du Kippour : l'embargo de l'OPEP envers les pays occidentaux qui soutiennent Israël provoque une multiplication par quatre du cours pendant cinq mois (17 octobre 1973 - 18 mars 1974). Par la suite, le 7 janvier 1975, les pays de l'OPEP s'entendent pour augmenter le prix du pétrole brut de 10 %. Cependant cette version historique du premier choc pétrolier est très fortement sujette à caution. D'une part du fait que, les États-Unis ayant passé leur pic de production en 70, il était de l'intérêt des majors de voir le prix du brut augmenter afin de pouvoir mettre en production le Golfe du Mexique, l'Alaska, la mer du Nord. D'autre part l'embargo n'a jamais été effectif vis-à-vis des États-Unis : des pétroliers chargés en Arabie Saoudite, après une escale à Bahreïn, livraient les États-Unis, en particulier au Viêt Nam.

À l'inverse d'autres cartels, l'OPEP a réussi à relever le prix du pétrole pendant de longues périodes. Le succès de l'organisation vient de la volonté de l'Arabie saoudite d'accepter de baisser sa production lorsque les autres dépassent leurs quotas. Ainsi la plupart des membres produisent au maximum de leur capacité et l'Arabie saoudite est la seule à avoir une capacité de réserve et la possibilité d'augmenter sa production si nécessaire.

La règle a très bien réussi dans les années 1970, amenant le cours du brut à rejoindre des niveaux qui n'avaient été atteints que par des produits raffinés. En revanche, à partir de 1983, le cours du baril s'effondre, et ne sera plus maîtrisé par l'OPEP pendant plusieurs années.

Par ailleurs, les marchés à terme de Londres (ICE) et de New York (NYMEX) jouent un rôle croissant dans la détermination des cours, retirant ainsi du pouvoir à l'OPEP. L'Iran a établi un contre-pouvoir à ces marchés en ouvrant, en février 2008, sa Bourse internationale iranienne du pétrole, où s'échangent dans un premier temps des dérivés du pétrole. Ces transactions ne s'effectuent plus en dollars mais en diverses autres monnaies (le rial iranien principalement).

2.1.2. Les pays Hors OPEP

Ces pays sont des exportateurs nets de pétrole mais ils ne sont pas membres de l'OPEP. Ils font partie de cette catégorie : la Russie, les États-Unis, la Chine, le Canada, le Mexique, le Brésil, la Norvège, le Kazakhstan, la Colombie, le Royaume-Uni, le Soudan et Oman⁸.

⁸ <http://fr.wikipedia.org/wiki/organisation>

Les 20 plus gros producteurs en 2013

Pays	Réserves	Productions	Consommations	Exportations
Unités	Milliards de barils	Mbb/j	Mbb/j	Mbb/j
Arabie saoudite	265,9	11,525	3,077	7,099
Russie	93,0	10,788	3,313	7,337
États-Unis	44,2	10,003	18,887	11,049
Chine	18,1	4,18	10,756	4,835
Canada	174,3	3,948	2,385	1,138
Emirats-Arabe- Unis	97,8	3,646	0,773	2,363
Iran	157,0	3,558	2,002	2,475
Irak	150,0	3,141	-	1,712
Koweït	101,5	3,126	0,494	2,174
Mexique	11,1	2,875	2,020	0,923
Venezuela	298,3	2,623	0,777	1,732
Nigeria	37,1	2,322	-	1,931
Brésil	15,6	2,114	2,973	-
Qatar	25,1	1,995	0,267	1,070
Norvège	8,7	1,837	0,241	2,146
Angola	12,7	1,801	-	1,878
Kazakhstan	30,0	1,785	0,287	1,299
Algérie	12,2	1,575	0,386	1,800
Colombie	2,4	1,004	0,297	
Libye	48,5	0,988	-	1,510

Source : Statistiques du gouvernement des États-Unis (consulté le 2015-02-22).

2.2. Les pays consommateurs de pétrole

En 2007, les principaux pays consommateurs sont⁹ : États-Unis : 943,1 (20,7), Chine : 368 (7,86), Japon : 228,9 (5,05), Inde : 128,5 (2,75), Russie : 125,9 (2,70), Allemagne : 112,5 (2,39), Canada : 102,3 (2,3), Brésil : 96,5 (2,19), Corée du Sud : 107,6

⁹ Le premier chiffre est en millions de tonnes par an, le deuxième chiffre entre parenthèse est en millions de barils par jour.

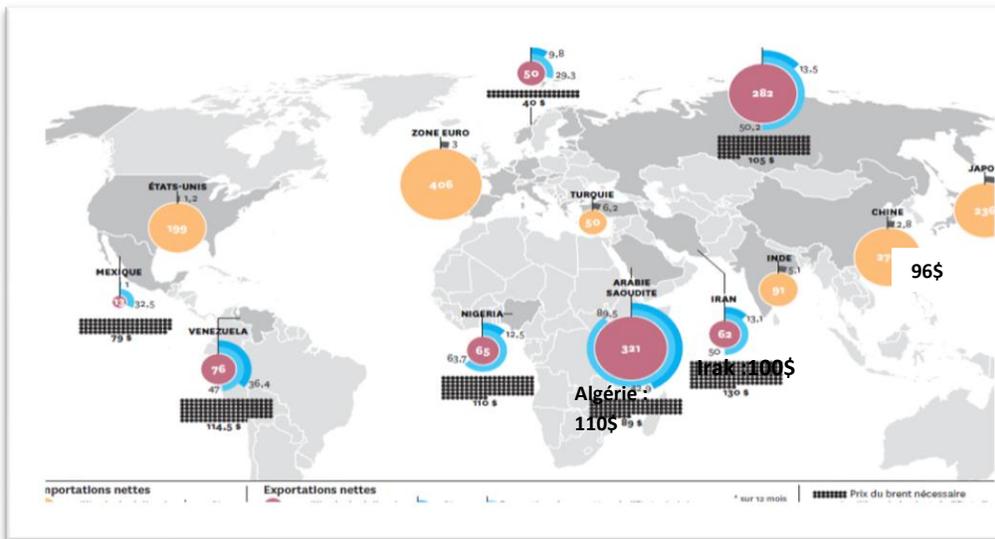
(2,37), France 96,3 (2,18), Italie : 83,3 (1,75), Espagne 78,7 (1,72), Royaume-Uni : 78,2 (1,70).

3. Des prix d'équilibre qui varient d'un pays à l'autre

Selon l'Agence internationale de l'Énergie (AIE), Beaucoup de pays producteurs ont des prix d'équilibre budgétaire bien supérieurs aux prix actuels du pétrole (voir le schéma au dessous

Même si cela ne rend pas nécessairement la production pétrolière non rentable, cela pourrait avoir des effets négatifs sur la stabilité sociale, et donc affecter indirectement les perspectives de production¹⁰.

Les prix d'équilibre des pays producteurs de pétrole pour l'année 2015



Source : Le pétrole bon marché, un remède à la crise ?, Courrier international, n° 1261 du 1er au 7 janvier 2015

130\$
100\$
89\$
100\$

¹⁰ Chute du prix du baril de pétrole, challenges : mensuel économique et financier (<http://www.challenges.fr/plan-du-site.php>) consulté le 17/02/2015.

Ainsi, le budget iranien pour l'année budgétaire en cours a été calculé avec un baril à 100 dollars, alors que le Brent évolue actuellement juste en-dessous des 80 dollars. selon président de la commission parlementaire du Plan et du budget, la baisse affectera le prochain budget de l'État iranien avec un déficit des recettes pétrolières de l'ordre de 8 à 10%.

En Irak, le prix d'équilibre se situe également autour de 100 dollars le baril. Selon le ministère du Pétrole, plus de 27% des recettes budgétaires prévisionnelles ne rentreront finalement pas dans les caisses, à cause de la chute des cours.

En Russie, où l'or noir représente la moitié des rentrées budgétaires, le budget 2015 a été bâti sur une prévision de prix du baril à 96 dollars. Les économistes de la banque russe Alfa ont estimé récemment qu'une chute de 10 dollars du baril de pétrole coûtait 10 milliards de dollars au budget russe.

Au Venezuela, Selon plusieurs analystes, le prix d'équilibre pour le Venezuela se situerait bien au-delà des 100 dollars.

De son côté, l'Équateur a besoin d'un baril à 80 dollars pour équilibrer ses finances, Selon l'ancien ministre de l'Énergie René Ortiz, le pays.

Le Nigeria, où l'or noir représente 70% des recettes de l'État et où la crise budgétaire menace, va revoir à la baisse le prix de référence du baril de pétrole pour le budget 2015, de 78 dollars à 73 dollars.

Depuis des années, l'Algérie calcule son budget sur la base d'un baril à 37 dollars. Le surplus va à un fonds de

régulation des recettes qui finance le déficit et tous les programmes spéciaux du gouvernement. Mais selon des experts, l'économie algérienne est mise en danger par un baril à 80 dollars ; l'ancien ministre des Finances Karim Djoudi estime ainsi que le budget a besoin d'un baril à 110 dollars pour trouver son équilibre.

De leur côté, l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis, et selon les économistes, ont des prix d'équilibre bien moins élevés que la plupart des autres pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), ce qui les rend mieux armés pour résister à une baisse prolongée des cours du brut.

La chute du prix du baril de pétrole : Quels sont les pays perdants ? Quels les pays qui sont s'en sortent ?

3.1. Les pays perdants

Arabie-Saoudite : Le premier exportateur mondial de pétrole sera l'un des pays du Golfe les plus touchés. A 60 dollars le baril, le déficit budgétaire serait équivalent à 14 % du PIB en 2015. Les vastes réserves de change, estimées à 740 milliards de dollars [600 milliards d'euros], compenseront en partie l'effondrement des prix, mais il faudra sans doute procéder à des coupes dans les programmes sociaux qui avaient été renforcés à la suite des troubles liés au printemps arabe. Pourtant, Riyad, poids lourd de l'OPEP, a convaincu ses partenaires de ne pas augmenter la production de brut.

Venezuela : On estime que le Venezuela perd 700 millions de dollars [568 millions d'euros] à chaque fois que le prix

du baril baisse de 1 dollar. Avant même le dernier plongeon, certains annonçaient un défaut de paiement du pays, dont 96 % des recettes d'exportation proviennent du pétrole. L'économie devrait se contracter de 3 % en 2014, alors que la population est déjà confrontée à une pénurie de biens essentiels et à une inflation de 63 %. Le président, Nicolas Maduro, a déclaré que le prix équitable du pétrole était de 100 dollars le baril, mais à Caracas le cabinet Ecoanalitica estime que le pays a besoin d'un baril à 110 dollars pour équilibrer son budget. Pour compenser une partie du manque à gagner, le Venezuela devrait produire davantage de brut, mais cela prendra des annexes dans le meilleur des cas.

Norvège : Le royaume est l'un des pays producteurs les mieux placés. Non seulement la Norvège dispose du plus grand fonds souverain du monde, il pèse 870 milliards de dollars [706 milliards d'euros], soit le double de son économie mais elle peut aussi supporter des prix bas. Selon plusieurs analystes, ce pays parviendrait à équilibrer son budget, même à 40 dollars le baril. Toutefois, la dépendance du pays au pétrole inquiète les autorités. Contre toute attente, la banque centrale a baissé ses taux d'intérêt en novembre à un niveau historiquement bas, malgré un marché immobilier en effervescence. Elle craint qu'un prix du baril inférieur à 70 dollars ne pousse les entreprises à retarder certains projets, notamment dans l'Arctique.

Nigeria : Si le Nigeria est devenu la première économie d'Afrique, c'est essentiellement grâce à la croissance rapide du secteur des services. Néanmoins, le pétrole représente plus de 60 % des recettes de l'Etat. Pour cette raison, une période difficile s'annonce pour le principal pays producteur de pétrole d'Afrique, déjà frappé par la recrudescence de

l'insurrection islamiste dans certaines régions du Nord. La production pétrolière est également amputée par les vols, perpétrés à une échelle industrielle, et par le manque d'investissements en raison de cinq années de paralysie législative sur les réformes dans le secteur. L'Etat a considérablement réduit les dépenses pour 2015, la Bourse accuse une baisse de 23 % sur un an et le naira reste sous pression depuis sa dévaluation de 8 % en novembre.

Russie : L'effondrement des cours pétroliers et la crise ukrainienne ont provoqué une véritable tempête sur l'économie russe. Le rouble, qui avait déjà subi la pression des risques géopolitiques, a plongé depuis que la chute des cours s'est accélérée. De ce fait, le fardeau de la dette contractée par les banques et les entreprises à l'étranger (600 milliards de dollars [487 milliards d'euros]) s'alourdit de jour en jour, alors que les sanctions occidentales empêchent la plupart des emprunteurs de faire appel aux banques américaines ou européennes. Comme la Russie dépend des importations pour presque tout hormis les matières premières, l'inflation devrait atteindre 10 % à la fin 2014.

L'Algérie : cette chute a un effet évidemment négatif sur son économie qui n'est pas diversifiée et qui dépend à 98 % des hydrocarbures. Il y'aura moins de devises pour équilibrer son budget et pour importer des produits de première nécessité; pour atteindre un équilibre budgétaire, il faudrait que le prix du baril soit égal ou supérieur à 110 dollars.

Dans l'immédiat, il faudra puiser dans les réserves de change qui se situeraient autour de 190 milliards de dollars) pour financer ce déficit; si le prix du baril

persiste à diminuer, au rythme des dépenses actuelles (si elles sont maintenues), les réserves de change risquent de s'épuiser dans moins de trois ans.

3.2. Les pays gagnants

Etats-Unis : La chute des cours du brut pourrait ralentir la révolution du gaz et du pétrole de schiste, mais elle reste une bonne nouvelle pour l'économie américaine, car l'argent économisé sur le plein d'essence soulage le portefeuille de centaines de millions de consommateurs. Cela leur permettra de consacrer sur un an 75 milliards de dollars [61 milliards d'euros] à d'autres achats, montant qui représente environ 0,7 % de la consommation totale du pays. Les analystes prévoient une baisse des investissements dans le secteur pétrolier, mais l'évalue à seulement 0,1 % du PIB.

Zone euro : Au premier abord, la baisse des cours énergétiques est un coup de pouce bienvenu pour l'industrie européenne, qui a du mal à maintenir sa compétitivité par rapport à ses concurrents américains. Selon de la Banque centrale européenne (BCE), la chute des cours est une nouvelle indubitablement positive pour les prix à la consommation. Mais l'UE redoute déjà que l'inflation s'approche de zéro et se transforme en déflation. Or de nombreux pays misent sur l'inflation pour alléger le fardeau de la dette, qui étouffe leur pouvoir d'achat. La BCE a averti qu'un pétrole bon marché risquait d'être associé à de bas salaires. Plusieurs grands projets, notamment ceux du Royaume-Uni en mer du Nord, pourraient être gelés. L'Allemagne, première économie européenne, opère une transition vers les énergies renouvelables, mais le pétrole représente encore un tiers de sa consommation énergétique. Toutefois, selon des analystes,

le PIB devrait croître de 1,5 % en 2015, un quart de point étant dû à la baisse des prix du pétrole.

Chine : Bien qu'elle soit le premier importateur mondial de pétrole, la Chine ne bénéficiera pas tant que ça de la baisse des cours. Son économie est en effet surtout dépendante du charbon, et seul le secteur des transports est fortement exposé aux prix pétroliers. Les prix du diesel et de l'essence, fixés par l'Etat, ne sont plus étroitement alignés sur le cours pétrolier à partir de 80 dollars le baril. C'est une bonne nouvelle pour les raffineurs publics, mais pas pour les entreprises ni pour les particuliers. Les banques sont également à la merci des grands exportateurs pétroliers, notamment le Venezuela, qui, du fait de la chute des prix, peinent à rembourser leurs emprunts.

Conclusion

Pour s'adapter aux nouvelles réalités, la question est de savoir combien de temps les prix vont rester à ces faibles niveaux, nous signalons aux pays exportateurs de pétrole que le moment est opportun:

- pour commencer à ajuster, à la baisse les plans de dépenses de manière graduelle;
- pour examiner l'efficacité de leurs dépenses au regard des objectifs visés:

En termes de croissance et de la diversification de leur économie.

Or, les dépenses vont subir des contraintes plus fortes durant les années à venir, cela va inciter ces pays à chercher un modèle de croissance qui fasse appel à une dynamique auto- entretenue du secteur privé.

Par ailleurs, nous conseillons les pays importateurs de pétrole d'utiliser une partie de l'épargne issue de l'allégement de la facture pétrolière:

- pour tenter de renforcer leur propre résilience;
- Pour tenter d'allouer une partie des économies au financement des infrastructures porteuses de croissance des dispositifs de protections sociales en faveur des populations pauvres;
- et enfin, pour tenter d'élargir leur marge de manœuvre.

Selon des Experts et des économistes, les prévisions moyennes pour 2015 oscillent entre 70 et 85 dollars le baril. Ils tablent plutôt sur une remontée des prix à moyen terme. L'année 2015 devrait être une année de transition pour l'or noir...

Bibliographies

-Chris Giles, Le pétrole bon marché, un remède à la crise ?, Courrier international, n° 1261 du 1er au 7 janvier 2015.

- Dourousset Maurice, « Le marché du pétrole », Ellipses Editions Marketing, Paris, 1999.

-Jacquet (P) et Nicolas (F), « Pétrole : Crises, marchés, Politiques » Ed Dunod, 1991.

- Riffart (C), « Cartel et régulation énergétique mondiale » Dossier : Monde, Economie, Capitalisme, Energies, février 2001.

-Chute du prix du baril de pétrole, challenges : mensuel économique et financier (<http://www.challenges.fr/plan-du-site.php>).

-<http://fr.wikipedia.org/wiki/organisation> des pays exportateurs du pétrole.